

« Le Livre noir de la psychanalyse » : guerre des psy ou enjeu de société ?

Dans la semaine du 1er septembre 2005, le *Nouvel Observateur* publiait sous le titre " Faut-il en finir avec la psychanalyse ? », un dossier largement consacré à un ouvrage récent, le "Livre noir de la psychanalyse". Relayé par d'autres médias, en France comme en Belgique, ce livre sera l'occasion de controverses diverses entre praticiens du champ. Juriste et criminologue de formation, actif depuis longtemps dans le champ de la déviance comme de la Santé Mentale (notamment dans les domaines de la protection de la jeunesse, de l'usage des drogues et de l'abus sexuel), le débat ne m'est pas tout à fait inconnu. La lecture attentive du livre en question, celle de certains écrits de Mr. Van Rillaer (dont plus précisément son ouvrage de référence, "*La Gestion de soi*" (dans son édition de 1992) et un autre plus récent, « *Psychologie de la vie quotidienne* » (2003)) ainsi que certaines de ses réflexions publiées dans le dossier du *Nouvel Observateur*, posent de sérieuses questions au juriste et criminologue que je suis. Ces lectures m'amènent à proposer les réflexions suivantes qui portent tant sur la forme que sur le fond des enjeux soulevés par ce livre dans le monde francophone¹.

1. Le "Livre Noir", un événement scientifique ou médiatique ?

Le "Livre noir" est présenté par ses auteurs comme le bilan critique de la psychanalyse le plus exhaustif publié en langue française, néerlandaise ou allemande². Ce livre, auquel participent un nombre considérable d'auteurs de nationalités différentes, dont plusieurs "connaissent bien la psychanalyse de l'intérieur", doit "passer en revue les principales facettes de la théorie et de la pratique freudienne" pour mieux les confondre. Selon l'un des porteurs du projet, il s'agit aussi, objectif dérivé, "d'aider les personnes qui ont recours à des psy à mieux comprendre leurs stratégies" et de venir en aide "aux étudiants mystifiés par le psychoverbiage lacanien, obligés de mémoriser sans comprendre" des textes "auxquels leurs enseignants eux-mêmes ne comprennent pas grand-chose ou attribuent les significations les plus fantaisistes"³.

L'attaque est frontale et l'on s'attend donc à un débat argumenté et sérieux sur les principaux apports de la découverte freudienne et de ses développements ultérieurs dans cet "ouvrage unique dans l'histoire de la psychologie" qui, nous dit-on, « pèse un peu plus d'un kilo... »⁴. A cet égard, si la publicité de l'ouvrage innove – c'est la première fois à ma connaissance que la science se vend au kilo –, la déception est à la hauteur du poids annoncé : comme l'a bien souligné le *Monde* dans son édition du 9 septembre 2005, l'entreprise cherche plus à disqualifier l'adversaire qu'à en discuter les thèses : recourant aux armes du pamphlet (titres spectaculaires, images assassines et dénonciations ad hominem), elle procède encore régulièrement par citations d'auteurs, plus ou moins illustres et plus ou moins anciennes, plutôt que de recourir aux vertus de l'argumentation raisonnée qu'exigerait un débat sur le fond. Jusque-là, il n'y a guère de quoi fouetter un chat. Le pamphlet est un style comme un

¹ Les citations non directement référencées sont issues des contributions au *Livre Noir*. Le lecteur intéressé les retrouvera aisément en se reportant au nom du contributeur mentionné.

² *Le livre Noir de la psychanalyse*, texte publicitaire signé J. Van Rillaer et diffusé sur Internet par l'auteur en même temps que la plaquette publicitaire de l'éditeur, le 2 septembre 2005.

³ Ibidem. Voyez aussi du même auteur, "*Pourquoi j'ai participé au Livre Noir de la psychanalyse*", texte à paraître dans *Science et pseudo-sciences*, Paris, 2005, n°269, également diffusé sur internet le 14 octobre 2005.

⁴ Ibidem.

autre qui fait en principe appel à l'humour et à l'exagération; son utilisation n'est en rien illégitime, pour autant qu'il soit clairement assumé comme tel. De même, aucune raison que les discours de la psychanalyse n'échappent à la discussion ou à la désacralisation, sous une forme humoristique ou sous une autre : la psychanalyse occupe une place importante dans la cité et certains psychanalystes sont suffisamment présents dans les débats publics sur des enjeux de société que pour s'exposer à différentes formes de critiques⁵. Ce qui est dérangeant ici, c'est l'appel régulier à la science et à la rigueur du raisonnement scientifique pour légitimer une démarche qui n'en respecte pas les règles minimales. L'amalgame des genres flirte avec la malhonnêteté intellectuelle, quand l'invocation récurrente de la "science" cherche à légitimer et à faire passer pour vérités des assertions purement hypothétiques, des accusations hasardeuses sans fondement empirique sérieux ou des interprétations pour le moins curieuses de la pratique et de la théorie freudo-lacanienne, dont on a peine croire qu'elles soient pure naïveté ou ignorance.

La dérive - j'en donnerai quelques exemples ci-dessous - n'est guère nouvelle. Elle est bien mise en lumière par L. Muccielli dans un autre champ conflictuel, celui de la déviance, domaine également traversé par des querelles d'interprétation et de méthode qui renvoient le plus souvent à des enjeux politiques et éthiques⁶. Si elle est sans doute encouragée par les lois du marketing contemporain et le souci de « faire un coup » éditorial pour donner plus d'éclat à la dénonciation, la démarche n'en reste pas moins dangereuse et détestable : dangereuse, parce qu'elle risque fortement d'enfermer ses auteurs dans le registre de la "croisade morale" ou dans la peau de ces "entrepreneurs de morale" que le sociologue américain H.S. Becker décelait à l'oeuvre derrière les processus de construction de la loi pénale⁷; détestable, parce que le recours aux artifices évoqués brouille la frontière entre logique scientifique et combat personnel, portant atteinte à la crédibilité même de la démarche scientifique dont se réclament abondamment les auteurs.

2. La psychanalyse et les psychanalystes: tous menteurs et manipulateurs ?

Sur 800 pages, empruntant les chemins de "l'histoire iconoclaste" ou "révisionniste"⁸, les auteurs mobilisent le registre de la dénonciation, au prix d'un certain nombre de répétitions et, sans doute, de certaines confusions. Freud en est la cible principale : cupide et intéressé, menteur et manipulateur, le "cocaïno-thérapeute" est un "escroc" (H. Israels). Pour nourrir un constat qui ne s'embarrasse guère de précautions, on insiste lourdement sur divers "ratés" thérapeutiques de Freud (M. Borch-Jacobsen), omettant de signaler que la plupart sont bien connus, parfois reconnus par Freud lui-même et soulignés dans la littérature analytique, notamment lacanienne⁹. Son caractère de "révélation" est donc très relatif. Mais si l'essentiel

⁵ J'ai pu, à l'occasion, nourrir un dialogue "musclé" avec la mouvance analytique et certains de ses représentants. Voyez, par exemple, Y. Cartuyvels, Généralisation de la psychose ? in *Fonction et usages de l'institution. Actes de la journée d'études du 30 novembre 2002 : Enaden : 20 ans*, Bruxelles, 2004, pp. 129-139; Y. Cartuyvels, D. Kaminski, Dépénalisation des drogues. Articulation socio-politique et clinique, in *Actes des XIèmes journées de Reims pour une clinique du toxicomane*, Reims, 1991, pp. 60-75.

⁶ L. Muccielli, L'expertise policière de la "violence urbaine". Sa construction intellectuelle et ses usages dans le débat français, *Déviance et Société*, 2000, vol. 24, n°4, pp. 351-375.

⁷ H. S. Becker, *Outsiders. Study in the sociology of deviance*, New-York-London, The free-press-Collier-Mac Millan, 1963.

⁸ A. Ehrenberg, Les guerres du sujet, *Esprit*, novembre 2004, p. 79.

⁹ Sur les cas de "Dora", du "petit Hans" ou encore de "l'homme aux loups", mis en exergue par Borch-Jacobsen, on trouve par exemple des commentaires sans complaisance de Lacan (voyez, entre autres, J. Lacan, *Le Séminaire*, livre IV, Paris, Seuil, 1994, pp. 257 et sv. (le petit Hans); *Le Séminaire*, livre III, Paris, Seuil, 1981, pp. 104 et sv. et *Le Séminaire I*, Paris, Seuil, 1975, pp. 207 et sv. (Dora); J. Lacan, *Écrits*, Paris, Seuil, 1996, pp. 311 et sv. (l'Homme aux loups).

du processus de disqualification vise le médecin viennois – on a parfois l'impression, à lire plusieurs auteurs, que la psychanalyse s'est arrêtée avec Freud –, il touche par la grâce d'une association très libre l'ensemble des analystes. On apprend ainsi que "le mouvement psychanalytique dans son ensemble est l'un des mouvements intellectuels les plus corrompus de l'Histoire", dont les opinions indéfendables "continuent à être répétées uniquement à cause de relations personnelles et de considérations de carrière" (F. Cioffi). Le caractère corrompu de S. Freud a visiblement déteint sur l'ensemble de la communauté analytique d'hier et d'aujourd'hui. La logique de l'affirmation, qui n'est pas autrement argumentée, étonne un peu. Sa tonalité également : "Pourquoi parler, sans arguments, sans démonstration, de "mensonges", pourquoi un ton si péremptoire, si hautain, si catégorique" se demandait déjà A. Ehrenberg il y a quelques mois à propos de nos nouveaux censeurs¹⁰ ? Imprudente dans la forme, la démarche devient plus problématique quand elle conduit à ravalier en bloc et sans nuances une catégorie entière de cliniciens au rang de profiteurs cupides (P.J. Swales), préférant s'enrichir grâce à une "activité facile", tissée de séances courtes avec des patients forcément fortunés, plutôt que de trimer en hôpital ou dans l'enseignement (Van Rillaer). Faut-il le rappeler, tous les analystes ne pratiquent pas la « séance courte » dans le 16^e arrondissement à Paris et peu nombreux, à ma connaissance, sont ceux qui ne travaillent pas également en institution pour gagner leur vie. De méprisant pour la communauté analytique, le propos devient injurieux pour nombre de cliniciens au travail dans le secteur de la Santé mentale avec des populations largement démunies, atteintes de plein fouet par la férocité du monde social. L'affirmation ne témoigne pas non plus de cette "rigueur scientifique" que les auteurs déniaient à leurs adversaires du jour pour mieux s'en attribuer le monopole.

Faut-il s'étonner que, dans le fil d'une démonstration aussi rigoureuse, les psychanalystes soient rendus globalement responsables d'une « catastrophe humaine » dans le champ de la toxicomanie, parce qu'ils se seraient opposés aux traitements de substitution (J.J. Deglon)? Ici encore, l'accusation étonne sur le plan de la rigueur scientifique : pour être fondée, elle supposerait l'établissement d'un lien de causalité clair et précis entre la cause invoquée (l'opposition aux traitements de substitution) et l'effet supposé ("la mort de milliers d'individus"), toutes les autres variables susceptibles d'intervenir dans la trajectoire d'un usager de drogues étant par ailleurs neutralisées. On est très loin d'une telle démonstration dans l'article de Mr. Deglon. Mais au-delà de la légèreté des propos sur une question grave, ce qui frappe est la vision étiquée de la problématique toxicomanie que traduit une telle envolée, sans doute pas tout à fait contrôlée : d'une part, certains psychanalystes se sont très tôt érigés en défenseurs des produits de substitution, même s'ils n'étaient pas majoritaires¹¹ ; d'autre part, d'autres se sont très largement battus pour imposer une vision déstigmatisante des usagers de drogues et leur faire une place dans la cité ("le toxicomane n'existe pas" de M. Zafiropoulos). A l'époque, Mr. Van Rillaer, dans la *Gestion de soi*, ne témoignait pas d'une telle lucidité, présentant sans aucunement l'interroger une image classiquement diabolisante du toxicomane que n'auraient pas désavouée les prohibitionnistes les plus aigus¹². Quant au texte de Mr. Deglon, qui nous vend une image idyllique des produits de substitution commercialisés aux Etats-Unis dès les années 1960 – au nom de ce que ce pays aurait été par la suite épargné par les ravages évoqués ? –, il fait complètement l'impasse sur la complexité

¹⁰ A. Ehrenberg, *op. cit.*, p. 79.

¹¹ Je pense, en particulier, à J.P. Jacques en Belgique et à Ch. Melman en France : quels que soient les points d'accord ou de désaccord que l'on puisse avoir avec ces deux représentants importants du champ analytique dans le domaine des drogues, leur engagement en faveur des produits de substitution depuis des années me paraît difficile à contester.

¹² J. Van Rillaer, *La gestion de soi*, Liège, Mardaga, 1992, p. 18.

des enjeux tant culturels que sociaux que révèle la problématique des usages de drogues, à l'intersection des mondes du droit et de la médecine, de l'anthropologie et de la sociologie. Pour rappel, le débat sur les produits de substitution à la fin du siècle passé s'est déployé dans un contexte marqué par le croisement de plusieurs phénomènes de société dont les usages des drogues se sont fait le traducteur : 1°) l'émergence de la question sécuritaire d'abord, avec une association parfois rapide et réductrice entre insécurité, usages de drogues et petite délinquance. Dans ce contexte, la méthadone a très vite trouvé de chauds partisans dans le monde policier où elle apparaissait comme un moyen efficace de lutte contre la délinquance; 2°) le passage progressif d'un idéal de "guérison" à celui d'"accompagnement" en Santé Mentale, ensuite, ainsi que l'émergence d'un nouveau paradigme de "réduction des risques" dans le champ des toxicomanies, sur fond d'épidémie du Sida; 3°) l'émergence progressive de sociétés chimiquement assistées, enfin, avec l'aide sûrement aussi amicale que désintéressée des lobbys pharmaceutiques. Autrement dit, les enjeux de la "méthadone sanitaire" comme ceux de la "méthadone sécuritaire" se sont fait le miroir de questions de société dépassant de loin le clivage entre psychanalystes et comportementalistes. Interpellant largement magistrats, policiers et travailleurs sociaux, la question des produits de substitution révélait brutalement à divers acteurs de terrain les effets d'une mutation du lien social dans de sociétés marquées à la fois par le "culte de la performance" et des pathologies de l'errance, la montée de l'individu et le triomphe de la consommation. En langue française, la lecture sur ces points des travaux du sociologue A. Ehrenberg, notamment « *L'individu incertain* » et « *La fatigue d'être soi* », amènerait peut-être les auteurs à nuancer utilement leurs propos.

De manière plus anecdotique, la tournure de certaines affirmations témoigne d'une lecture surprenante dans le chef de spécialistes de la pensée freudienne et lacanienne. On apprend ainsi que Lacan, à l'inverse de Freud plus conservateur, exalte à la fois désir et jouissance pour se muer en apôtre du plaisir et de l'égoïsme (Van Rillaer). Lacan apologue de la jouissance ? Voilà qui rassurera ceux qui font de Lacan un "crocodile symbolique", reprochant généralement à la psychanalyse lacanienne de se faire le sbire de la Loi et des lois, de flirter avec des positions conservatrices et de se mettre trop volontiers du côté de l'autorité et de la limite... On apprend également que la cure freudienne, surtout lorsqu'elle est d'inspiration lacanienne, a pour effet une véritable "exaltation du Moi", favorisant chez les sujets égoïsme, jouissance et soif d'autorité; ou encore que les psychanalystes "décodent tout avec une merveilleuse simplicité", associant en lieu et place de leurs patients pour faire triompher leur théorie à tout prix; que "l'écoute flottante" pratiquée aujourd'hui est en fait une "écoute sans faire d'effort d'attention", etc. (Van Rillaer). On reste évidemment un peu perplexe devant une telle présentation. De quelle psychanalyse parle-t-on ? De ce jeu d'enfant "à la portée de toute personne qui a terminé le lycée et qui a lu quelques livres de psychanalyse" (Van Rillaer) ? Peut-être. Quant à y reconnaître la pensée lacanienne ou à y voir la traduction de la pratique analytique aujourd'hui, j'avoue ma surprise. Dans le même fil, on s'étonne de la faiblesse épistémologique de certaines critiques. On le sait, les analystes prétendent, à tort ou à raison, que la psychanalyse a régulièrement été pourchassée par les pouvoirs totalitaires. A cet égard, un des auteurs croit déceler une contradiction entre l'affirmation que la psychanalyse a toujours été interdite par les régimes totalitaires et la reconnaissance de sa prolifération dans les pays ayant connu les dictatures militaires en Argentine et au Brésil. Mais où est la contradiction? La persécution d'un phénomène n'empêche pas nécessairement sa prolifération. L'apparente contradiction, qui n'est qu'un paradoxe, souligne un processus bien connu du pénaliste : ce n'est pas parce qu'un interdit est énoncé, voir appliqué, qu'il débouche sur les résultats escomptés. L'effectivité d'un dispositif légal ou politique n'a rien à voir avec son efficacité. Plus, l'interdit et les

poursuites ou “persécutions” auxquels il peut donner lieu peuvent parfois se révéler parfaitement contre-productives. Rien de très extraordinaire là-dedans. Mais peut-être ce paradoxe – qu’une loi se retourne en son contraire ou soit retournée par le sujet auquel elle s’adresse – n’est-il au fond pas perceptible dans une perspective cognitivo-comportementale.

3. Freud menteur : l'important est-il le medium ou le message ?

Un autre type de dénonciation, potentiellement plus intéressante dans les questions qu’elle ouvre, porte sur la scientificité de l’entreprise freudienne. Freud manque de rigueur et recourt à des mensonges pour faire “marcher” certaines hypothèses; il prend appui sans le dire sur une tradition antérieure et n’aurait, en fait, rien inventé; la complexité de son langage s’apparenterait à une sorte de rideau de fumée destiné à mieux cacher ses faiblesses conceptuelles... La dénonciation n’est pas très neuve et nourrit une bonne partie du livre de Mr. Van Rillaer, *Psychologie de la vie quotidienne*. Que Freud ait quelque peu arrangé les choses ici et là et dans quelle mesure, je suis incapable d’en juger. Mais, à supposer que cela soit exact, Freud ne serait pas un cas unique, loin de là. Deux siècles plus tard, cela invalide-t-il l’ensemble de la démarche et de ses résultats ? Comme une lecture critique a pu le souligner à propos du livre de Sokal et Bricmont, “*Impostures intellectuelles*”, on se trouverait dans la situation du professeur de français qui, “confronté à une dissertation, s’attacherait avant tout à sanctionner les fautes d’orthographe de l’étudiant. Son évaluation serait indiscutable, les erreurs étant ce qu’elles sont. Mais elle laisserait néanmoins l’impression de ne pas toucher à l’essentiel, c’est-à-dire au contenu argumentatif qui est pourtant l’objet principal de l’épreuve”¹³. Quant à la difficulté du langage, je ne suis pas sûr qu’on puisse en faire le reproche à Freud, sauf à considérer que la densité de la pensée devient un problème en soi : on échappe difficilement à un certain degré de complexité dès lors que l’on cherche à construire une théorie à partir de réalités complexes. Enfin, Freud aurait emprunté sans toujours le dire à d’autres avant lui; il est redevable à Fliess sans lequel rien n’eût été possible (F.J. Sulloway), redevable à une bonne part de l’histoire de la pensée depuis l’antiquité... La belle affaire ! Quel est le discours scientifique – à supposer que Freud ait prétendu faire “oeuvre scientifique” au sens où l’entendent les auteurs – qui puisse se passer d’une généalogie ? Quand une pensée se construit, elle le fait rarement dans le vide, elle se nourrit d’emprunts et on en trouve presque toujours des traces ailleurs. Où est le problème ? La force d’un Freud – comme celle d’autres grands repères dans l’histoire de la pensée – est d’avoir réussi à donner corps, consistance et cohérence à un corpus d’idées dont il ne fût évidemment pas le seul “inventeur”. Qu’il l’ait reconnu ou non renvoie à sa dimension d’homme et n’invalide en rien la pensée et son intérêt.

Sur ces divers plans, le procès vise l’homme et ses travers plus que la pensée. Il ressemble assez à celui que certains historiens ont fait à Foucault il y a quelques années : Foucault aussi fut accusé d’avoir pris des libertés avec les rigueurs de la démarche historique, d’avoir « tronqué » la vérité pour donner corps à des intuitions, utilisé un langage ésotérique (qu’il revendiquait d’ailleurs)... Faut-il en finir avec Foucault pour autant ? L’important est-il le medium ou le message ? Freud comme Foucault nous laissent-ils, oui ou non, des instruments riches et utiles pour penser la question de l’humain et du social ? A cet égard, la comparaison avec les outils cognitivo-comportementalistes présentés par Mr. Van Rillaer dans ses ouvrages, moult recherches scientifiques à l’appui, me paraît sans appel : la “boîte à outil” freudienne est d’une richesse heuristique incomparablement plus grande que les repères d’une “psychologie scientifique” dont les arguments s’apparentent régulièrement à

¹³ J. L. Genard, A propos des “impostures intellectuelles”, *Cahiers Marxistes*, juin-juillet 1999, n°212, p. 43.

des truismes confondants (en cas de dépression, il vaut mieux avoir une famille, des relations sociales, des activités agréables, ce qui rapproche les dépressifs des "normaux"¹⁴; pour améliorer la vie de couple, mieux vaut avoir des "émotions positives" à l'égard du conjoint (J.M. Boisvaert, M. Beaudry); à un moralisme de bon aloi (il vaut mieux se marier, le mariage étant globalement positif en termes de "coûts-bénéfices" sur le plan mental) ou encore à un catalogue de stratégies ou de "trucs" adaptatifs dont la normativité n'est jamais interrogée. Il faut prendre garde ici à s'enfermer dans la caricature, même si les techniques proposées par le cognitivo-comportementalisme y prêtent singulièrement le flanc. Mais on ne peut malgré tout que s'étonner, entre autres exemples, devant les stratégies curieuses évoquées dans *La gestion de soi* pour assurer l'auto-contrôle de la suralimentation (éviter d'avoir chez soi des réserves de nourriture ou bien les placer dans un endroit qui ne soit pas immédiatement accessible (cave, grenier), "utiliser des aliments qui réclament une longue préparation") ou encore l'auto-contrôle du comportement chez des enfants "hyperactifs" (définis sans autre forme de procès comme des enfants qui, "pour leur âge, apparaissent anormalement agités, dissipés, inattentifs, impulsifs")¹⁵.

Sans être spécialiste, on a par ailleurs un peu de peine à croire à l'efficacité de ce type de stratégies adaptatives pour des pathologies plus lourdes (psychoses, dépressions, angoisses, addictions sérieuses...), dont on sait qu'elles se multiplient aujourd'hui dans un contexte croissant de déréliction du lien social qui pèse sur les équilibres psychiques. Compense-t-on alors la relative faiblesse des protocoles adaptatifs par le recours massif aux médicaments ? Probablement et c'est bien ce que laisse entendre le texte de A. Pelissolo, psychiatre à la fois responsable d'une CLICC (clinique d'investigation des comportements et des cognitions) et chercheur CNRS participant à des programmes de recherche portant, entre autres, sur l'utilisation des psychotropes. Contrairement à ce que laissent entendre d'autres contributions, qui feraient des TTC plutôt une "3e voie" entre psychanalyse et médicaments, ce dernier défend clairement le recours aux médicaments dès lors que leur avantage est établi au terme d'un jugement "objectif" et "scientifique". Dans ce cas de figure, un prescripteur n'a pas à hésiter, car selon l'auteur, si "on peut comprendre qu'un patient soit réticent, par anxiété ou par méconnaissance, à prendre un médicament nouveau pour lui (un psychotrope, mais aussi des antibiotiques ou des corticoïdes comme cela arrive souvent), une telle attitude est vraiment moins acceptable de la part d'un professionnel" (A. Pelissolo).

4. La psychanalyse n'est pas scientifique. Heureusement ?

Dans l'exemple évoqué ci-dessus, ce n'est pas tant le recours aux médicaments que sa légitimation par le discours expert qui pose problème. Toute médication n'est pas synonyme de "camisole chimique" et le recours au pharmakon se justifie certainement dans divers cas. Mais peut-on légitimer l'imposition d'une prescription à un sujet qui résiste, pour son bien et au nom de la vérité de la science médicale "objective" ? Renouant avec les standards du positivisme scientifique - le patient est ici jugé ignorant ou anxieux s'il ne reconnaît pas l'évidence de la vérité de l'expert - la posture traduit à la fois une conception surannée de la science comme gage de vérité ultime et le refus d'accepter qu'un sujet puisse faire entendre une voix discordante ou, pire, faire le choix d'une autre rationalité que la rationalité scientifique pour répondre à un malaise psychique. Pour un chercheur en sciences sociales, la démarche de A. Pelissolo peut sembler caricaturale, tant ce débat sur le caractère "objectivant" du discours de l'expert a été contesté et remodelé dans d'autres domaines.

¹⁴ J. Van Rillaer, *op. cit.*, 79-82 (dépression);

¹⁵ Idem, pp. 54-56 (suralimentation); 84-85 (vie conjugale); 158-159 (enfants "hyperactifs").

C'est d'ailleurs ce que montre en creux la contribution, intéressante mais curieusement située dans l'ouvrage, de Ph. Pignarre, intitulée "Les médicaments soignent-ils la dépression ou la fabriquent-ils?". Centré sur la dépression, le texte souligne les écueils de la thèse scientifique qui domine l'ouvrage et prend le parti d'une lecture herméneutique du phénomène psychique qui, selon l'auteur, renvoie plus à une "expérience" se construisant dans le temps qu'à un "trouble objectif". Et Ph. Pignarre de dénoncer le caractère profondément construit du dispositif scientifique des antidépresseurs qui "arme" le regard du médecin, au point de "permettre aux médecins de ne plus s'intéresser au contenu du discours des patients, mais seulement à ce dont ce discours est une manifestation".

L'argument n'est pas sans intérêt et peut sans trop de difficultés être renvoyé aux cognitivo-comportementalistes : eux aussi légitiment leurs pratiques au nom d'une "efficacité" qui, à la différence de la psychanalyse, serait « scientifiquement fondée », la science étant "malgré ses défauts et ses possibles mésusages... le seul véritable universel, face à des religions toujours plus provinciales" (J. Cottraux). Dans son interview au *Nouvel Observateur* comme dans ses diverses contributions, Mr. Van Rillaer affiche également sa confiance dans la rigueur méthodologique et la neutralité de la « psychologie scientifique » dont il fait le gage de l'efficacité thérapeutique. A contrario, il renvoie la psychanalyse du côté des "pseudo-sciences", voire de la philosophie, une discipline que l'auteur ne tient manifestement pas en grande estime, les philosophes étant parfois qualifiés sur d'autres scènes de "*Filousophes*". Sur l'efficacité, on pourrait discuter des heures, se renvoyer exemples et contre-exemples de "réussite" ou "d'échecs" à l'infini. Mais qu'est ce qu'être "efficace" dans le champ de la Santé Mentale ? Supprimer un symptôme ? Aider à mieux vivre avec celui-ci ? Qui définit et fixe les seuils d'efficacité ? La science ? Le thérapeute ? Le sujet ? Sont-ils identiques d'un individu à l'autre, d'un type de souffrance à l'autre ? Peut-on seulement les fixer ? On ne sait trop, sinon que l'efficacité est garantie par la scientificité de la démarche : à la différence de la psychanalyse ("les entretiens "psy" où l'un parle et l'autre écoute sont loin d'être des situations "objectives", ce qui est vrai), la psychologie scientifique reposerait sur des protocoles neutres et rigoureux, des hypothèses ou vérités falsifiables que l'on n'hésiterait pas à jeter à la poubelle dès qu'elles sont falsifiées par l'expérience (Van Rillaer).

Introduit par K. Popper, le critère de "falsifiabilité" comme gage de scientificité est largement utilisé en sciences exactes, déjà beaucoup moins évident en sciences sociales. La psychologie scientifique se veut dès lors poppérienne. Mais cet héritage est-il pertinent dans le champ de la Santé Mentale ? Quelle est ici la proposition scientifique, explicative ou normative, à n'avoir jamais été falsifiée par un cas particulier ? La singularité de l'humain n'est-elle pas de mettre radicalement en échec toute tentative d'énonciation de règle "scientifique" à vocation générale et prédictive le concernant ? Il y a toujours un humain pour faire autrement... L'humain, et c'est bien le problème qu'il pose à sa mise en boîte scientifique, est toujours à côté de la règle. Le problème n'échappe pas toujours à Mr. Van Rillaer qui le résout toutefois d'une manière curieuse : dans un chapitre de *La gestion de soi* consacré à "l'évaluation des programmes d'autogestion", l'auteur évoque l'échec possible de propositions thérapeutiques cognitivo-comportementalistes scientifiquement fondées, soit le problème de la "rechute" en matière de suralimentation, de tabagisme, d'alcoolisme et d'autres toxicomanies comme l'héroïnomanie. S'il y a échec, c'est que le patient ne suit pas de manière assez assidue le protocole proposé, qu'il est dominé par des « émotions négatives », qu'il y a "absence ou insuffisance d'une démarche de résolution de problèmes face à des situations stressantes", "un développement insuffisant de certaines habiletés sociales", "une carence d'activités agréables et de comportements incompatibles" (sic) avec le comportement-problème". Bref, si ça ne marche pas, ce n'est pas la science ou son

protocole qui a tort, c'est le sujet qui se trompe¹⁶. On reste d'une part perplexe : quiconque est un tant soi peu en contact avec la clinique du toxicomane, par exemple, ne peut que s'interroger devant de telles explications de la rechute; d'autre part, le raisonnement n'est pas si étonnant : il cadre bien avec la logique ascendante du management contemporain qui contribue, dans le champ des déviations notamment, à une inversion progressive de la dialectique de la responsabilité pour en faire porter le poids par les sujets en position de fragilité¹⁷.

5. Cognitivo-comportementalisme et science : un positivisme déconcertant

La question ou le fond du différend sur ce plan est sans doute de savoir s'il est bien raisonnable de vouloir "faire science" avec l'humain et comment. On sait que Freud, porté par l'esprit de son siècle, a nourri l'illusion positiviste avant de considérer plus tard qu'un lien scientifique établi entre la vie psychique et le système nerveux "ne fournirait dans le meilleur des cas qu'une localisation précise des processus de conscience et ne contribuerait en rien à leur compréhension"¹⁸. Sur ce plan, le positivisme scientifique qui se dessine derrière le *Livre Noir* n'a pas procédé à l'*aggiornamento* freudien. Il fleurit toujours bon la fin du 19^e siècle. L'épistémologie des sciences a beau souligner depuis des années le caractère de construction sociale de la science, décrire le jeu des acteurs, des intérêts et des valeurs à l'œuvre derrière la démarche scientifique (y compris en laboratoire), rien n'y fait¹⁹ : malgré les précautions oratoires, la psychologie "scientifique" croit toujours dur comme fer à la possibilité d'une science axiologiquement neutre, dégagée au départ de tout rapport social ou de tout investissement subjectif, une science indépendante des relations de pouvoir ou des logiques de domination. Non, la science est capable de décrire sans interpréter (J.M. Boisvaert, M. Beaudry), capable d'observer et de dire "ce qui est", d'"objectiver" les faits pour en énoncer la vérité « vraie », fût-elle provisoire. Échappant aux pièges de l'herméneutique – ce serait sortir de la "psychologie scientifique" pour retomber dans l'enfer de la "psychologie philosophique" ou mentaliste –, la psychologie scientifique nous fait revivre le rêve d'une science "pure" détachée des contingences du social, développant ses hypothèses, ses protocoles et ses preuves dans un monde de laboratoire perçu comme univers clos. Cartographiant le réel de l'âme humaine comme la médecine le corps humain, elle renoue par la même occasion avec cette "clinique du regard" dont Foucault faisait crédit à Freud de l'avoir radicalement invalidée. A contrario, elle disqualifie une démarche herméneutique, renvoyée du côté du récit, de l'irrationnel, voire de la religion (Cottraux). Ce scientisme extrême est déconcertant pour le juriste, le chercheur en sciences sociales et le criminologue que je suis.

Pour le juriste, la posture néo-positiviste proposée ici est quelque peu surréaliste. Le débat sur le statut scientifique du droit n'est pas absent de la scène juridique où certains, il est vrai, soutiennent encore l'autonomie d'une "sphère spécifiquement juridique, distincte des autres sphères normatives d'un triple point de vue organique, formel et procédural". Ceux-là renvoient d'ailleurs les autres, qui mélangent description et interprétation, compréhension et

¹⁶ Idem, p. 325-328.

¹⁷ Voyez, e. a., I Brandon, Y. Cartuyvels (dir.), *Judiciaire et thérapeutique : quelles articulations ?* Bruxelles, Loi et Société, 2004.

¹⁸ Abriss, G.W., XVII, p. 67, cité in C. Castoriadis, A une théorie de l'âme que l'on a pu présenter comme science, *Les carrefours du Labyrinthe*, 1, Paris, Seuil, 1978, p. 35.

¹⁹ Je pense notamment aux travaux de B. Latour (par exemple B. Latour, S. Woolgar, *La vie de laboratoire. La production des faits scientifiques*, Paris, La découverte, 1996) mais également au livre de M. Callon M. P. Lascoumes., Y. Barthes, *Agir dans un monde incertain: essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001.

explication, du côté des "clercs"²⁰. Mais, dans l'ensemble, il y a belle lurette que la théorie critique du droit a endossé le "tournant herméneutique" (Gadamer), faisant son deuil d'une "science pure du droit", reléguant aux oubliettes le fantasme d'une représentation de la discipline comme ensemble autonome, neutre et rigoureux de règles gouvernées par le seul empire objectif de la Raison scientifique. D'une part, la dangerosité politique de ce type de croyance a suffisamment été mise en lumière par l'Histoire. Sous le régime de Vichy en France, le positivisme juridique a largement permis d'entériner par le droit les pratiques que l'on sait, au nom de la neutralité et de la technicité de la "science juridique"²¹. D'autre part, le juriste contemporain peut difficilement ignorer, parce que le droit en action ne lui laisse pas le choix, que la vérité d'une règle « scientifiquement construite » est très relative et que sa rationalité est régulièrement reconstruite a posteriori à partir de son point d'application, soit, de plus en plus, au cas par cas. C'est ce qui explique la modestie "scientifique" des juristes aujourd'hui, plus soucieux de "raison pratique" ou de quête du "raisonnable"²² au terme d'un débat argumenté que de référent fondateur à vocation universelle. Aujourd'hui, les juristes cherchent « entre la règle et sa suspension » comme le dit joliment J. Derrida, plus préoccupés désormais par la juste distance à trouver et l'arbitrage sans cesse renouvelé à effectuer entre le principe de la règle générale et les particularités d'un cas singulier que par l'imposition à l'aveugle d'une normativité abstraite, fût-elle scientifiquement élaborée.

Quant au chercheur en sciences sociales, il sait que toute démarche scientifique repose sur des présupposés épistémologiques, une construction d'objet et des cadres interprétatifs qui altèrent inéluctablement la neutralité axiologique de la démarche comme ils déterminent l'orientation des résultats. Comme l'explique bien J. De Munck, "les prétentions des experts à produire une connaissance objective, dépolitisée et neutre sur le plan moral sont de plus en plus mises en doute, pour de bonnes raisons qui tiennent à l'évolution même des sociétés modernes. Même dans le champ des sciences dites naturelles, qui se prêtent le plus facilement aux illusions du scientisme et du positivisme, on ne peut plus prétendre à une pure objectivité des faits qui se tiendrait inaltérée face au conflit des valeurs. Les modes de construction des faits sont eux-mêmes marqués par des orientations normatives implicites qui ouvrent un espace de débat et d'incertitude au sein de l'expertise"²³. Si cette prise de conscience ne va pas sans poser de nouveaux problèmes - comment penser un "relativisme non relativiste" ? (Van Campenhoudt) -, il ne permet plus cette croyance dogmatique ou mystique dans le pouvoir mythologique de la science qui, pour des raisons qui m'échappent, ne semble plus subsister que dans le monde de la médecine, de la psychiatrie et de la psychologie scientifique.

Le criminologue, enfin, est un "roi sans royaume" : son absence d'ancrage disciplinaire fort - la criminologie se définit plus comme un "champ d'études" délimité par son objet (la déviance et la réaction sociale qu'elle suscite) que comme une discipline²⁴ -, l'empêche de trop croire à la vérité de la science. Confronté par définition au croisement de plusieurs approches disciplinaires, le criminologue pratique en effet, par goût ou par contrainte,

²⁰ Voyez G. Lhuillier, Les juristes sont-ils des clercs ? Sur la dimension anthropologique du droit, *Esprit*, novembre 2002, pp. 183-195.

²¹ D. Loshak, La doctrine sous Vichy ou les mésaventures du positivisme, in *Les usages sociaux du droit*, Paris, P.U.F., 1989, pp. 252-285

²² O. Corten, Positivisme et science du droit : la place et le rôle du raisonnable, *Cahiers Marxistes*, 1999, n°212, pp. 151-166.

²³ J. De Munck, J. L. Genard et alii, *Santé mentale et citoyenneté. Les mutations d'un champ de l'action publique*, Gent, Academia Press, 2003, p. 154.

²⁴ A.P. Pires, La criminologie d'hier et d'aujourd'hui, dans C. De Buyst, F. Digneffe, J.M. Labadie, A.P. Pires, *Histoire des savoirs sur le crime et la peine. T.I. Des savoirs diffus à la notion de criminel-né*, Bruxelles, Ottawa, Montréal, DeBoeck-Université, PUO, PUM, 1995, p-13-67.

l'*interdisciplinarité*, posture qui l'empêche radicalement de prendre le discours scientifique trop au sérieux : la confrontation de divers "discours de vérité" (Foucault) amène en effet à "décompléter" radicalement tout savoir perçu nécessairement comme l'expression d'un point de vue auquel peut s'affronter un autre point de vue tout aussi rationnel et légitime. La digression n'est qu'apparente : à la différence de la multidisciplinarité ou de la transdisciplinarité²⁵, l'interdisciplinarité produit une nécessaire relativisation du discours expert (qui est la plupart du temps un discours mono-disciplinaire) et une grande modestie dans le recours au terme "scientifique". Il est par exemple très difficile à comprendre, dans une perspective interdisciplinaire, qu'un courant puisse s'annexer le vocable "scientifique" comme le fait la "psychologie scientifique". Le phénomène est d'ailleurs, à ma connaissance, tout à fait isolé en sciences sociales : en droit, on se dira éventuellement iusnaturaliste, positiviste ou réaliste pour se référer à un courant de pensée; en sociologie, on parlera de sociologie fonctionnaliste ou de sociologie interactionniste pour qualifier ses orientations théoriques... Mais aucun courant, dans ces disciplines, ne s'accroche le terme "scientifique" comme s'il en exprimait l'essence ou la substance dans le domaine concerné.

6. "Sokal et Bricmont : le retour" ? Questions sur une "(im)posture intellectuelle"

Il y a quelques années, deux scientifiques appartenant au champ des sciences "dures", D. Sokal et J. Bricmont, publiaient un livre intitulé *"Impostures intellectuelles"*²⁶. Dénonçant l'usage irréfléchi de concepts tirés des sciences de la nature par divers "grands noms" des sciences humaines (Baudrillard, Derrida, Deleuze, Lacan, Virilio, etc.), les auteurs critiquaient "l'imposture intellectuelle" de ces faux savants, profitant de l'occasion pour signer une charge qui se voulait dévastatrice à l'égard des sciences humaines dans leur ensemble : à la différence des sciences naturelles, les sciences sociales étaient présentées comme incapables de respecter les exigences de l'objectivation scientifique, soit la perception neutre de faits, le recours à des définitions indiscutables, mesurables et vérifiables. Pour Sokal et Bricmont, les sciences humaines se caractérisent par des théories trop vagues pour être testées empiriquement, un degré de certitude prédictive trop faible, des arguments empiriques discutables ou encore le recours fréquent à l'intuition ou à la littérature, bref un ensemble de défauts jugés suffisants pour disqualifier la "scientificité" des sciences humaines²⁷. Au mieux, celles-ci se voyaient-elles appelées à importer dans leur démarche l'épistémologie des sciences dures, dans une tentative un peu désespérée de s'approcher de standards minimaux de la "vraie" science.

Une critique éclairante de cet ouvrage par un sociologue belge, J. L. Genard²⁸, permet de souligner le parallèle entre l'entreprise de Sokal et Bricmont d'une part, celle des auteurs du *Livre Noir* d'autre part, tout comme elle en expose de manière lumineuse les erreurs et les impasses épistémologiques. Procureurs, Sokal et Bricmont procèdent à l'identique des auteurs du *Livre Noir*. Recourant à la méthode provocatrice et se positionnant fortement sur le terrain de la médiatisation, ils pourfendent la malhonnêteté des auteurs visés pour mieux en disqualifier les oeuvres. Pris dans la logique de la dénonciation, ils en oublient le fond, produisant un ouvrage qui "n'apparaît en rien comme une réfutation des positions philosophiques ou des analyses sociologiques défendues par les auteurs qui font l'objet de critiques". Et la critique de souligner le parallèle entre "l'extraordinaire impact médiatique

²⁵ Sur ces concepts, voyez F. Ost, "Verbo Science du droit", dans *Dictionnaire encyclopédique de théorie et de sociologie du droit*, Paris, L.G.D.J., 1993, p. 543.

²⁶ D. Sokal, J. Bricmont, *Impostures intellectuelles*, Paris, 1997.

²⁷ M. Godard, Pour les sciences sociales, *Cahiers Marxistes*, juin-juillet 1999, n°212, pp. 1-2.

²⁸ J. L. Genard, *A propos des "impostures intellectuelles"*, op. cit., pp. 39-60.

des *Impostures intellectuelles* avec cette absence de discussion de fond”²⁹. Sur le fond, Sokal et Bricmont “identifient l’usage de la raison à son seul usage scientifique (compris à partir des sciences de la nature)”, au travers d’une référence dogmatique “à l’objectivité ou à l’efficacité technique”, ce qui les amène à réduire “les autres usages de la raison au dogmatisme, à l’irrationalisme, à de l’aveuglement ou des abus de langage...”³⁰. Jusqu’ici, le parallélisme avec la stratégie des auteurs du *Livre Noir* et la posture épistémologique de la psychologie “scientifique” est à peu près parfait. Même technologie de la disqualification et même confiance dogmatique dans la démarche scientifique objectiviste, sur fond d’une conviction partagée qu’il est “impossible de saisir le travail de la raison ailleurs que dans l’objectivité scientifique telle que les sciences de la nature nous en offrent le modèle”³¹.

Mais la critique de Genard va plus loin et se révèle éclairante pour notre débat. Montrant à quel point l’entreprise de Sokal et Bricmont traduit le retour d’une tradition scientiste, une confusion des ordres de la validité scientifique et une approche “continuitiste” (à son sens et au mien, intenable) entre sciences naturelles et sciences sociales ou humaines, l’auteur souligne bien les impasses tant scientifiques que politiques de la démarche proposée :

1°) *Retour du scientisme*, car “en limitant – comme le fait le scientisme – le champ de la rationalité à celui de la posture objectivante, les positions épistémologiques de Sokal et Bricmont s’interdisent... de saisir la rationalité des engagements politiques” qui traversent la démarche scientifique³². Le résultat en est une image purifiée de la science (dure) qui semble fonctionner de manière autonome et purement logique, “laissant dans l’ombre ce qui est un processus aujourd’hui essentiel, à savoir la constitution d’une complexe scientifico-industriel qui place les intérêts de recherche et de connaissance sous la coupe d’intérêts économiques, politiques...”³³. Dans la perspective scientiste, les fondements et les suites politiques de la démarche scientifique sont tout simplement ignorées. Le scientisme des auteurs fait ici preuve de “cécité ou de naïveté”, en avalisant la croyance qu’il est possible d’autonomiser la science de ses supports extérieurs ou de “dissocier radicalement le niveau des théorisations scientifiques de leurs exploitations techniques”³⁴;

2°) *confusion des ordres de validité*, car, dans le fil de leur perspective, Sokal et Bricmont en sont logiquement conduits à assimiler “objectivité” et “factualité” à “validité”. Ceci les empêche, d’une part, de voir que l’évolution du savoir scientifique ne dépend pas systématiquement d’expériences nouvelles et répétées mais aussi “de nouvelles interprétations des mêmes expériences..., que l’objectivité d’une expérience ne garantit pas la vérité d’une assertion équivalente, mais seulement l’identité d’une expérience à travers la multiplicité de ses interprétations possibles” (Habermas)³⁵; d’autre part, **de réaliser** que la perception de faits observables “renvoie nécessairement, en rapport avec l’expérience, à la sphère du discours et des productions linguistiques”³⁶. Autrement dit, la posture scientiste omet de mobiliser une autre facette de l’épistémologie de Popper qui, sur le plan de la validation, renvoie moins à l’objectivité ou la neutralité de l’expérience qu’à la communauté scientifique et à son travail d’élaboration réflexive et critique, ce qui réintroduit aussi le pôle de la *légitimité* comme étalon de la démarche scientifique³⁷. L’analyse a une double conséquence : 1°) elle interdit de

²⁹ Idem, p. 40-43.

³⁰ Idem, p. 42.

³¹ Idem, p. 42.

³² Idem, p. 50.

³³ Idem, p. 50.

³⁴ Idem, p. 51.

³⁵ J. Habermas, *Logique des sciences sociales et autres essais*, Paris, PUF, 1987, p. 307, cité par J. L. Genard, *op. cit.*, p. 46.

³⁶ J.L. Genard, Idem, p. 47.

³⁷ Idem, p. 47-48.

déconnecter l'ordre de la "validité" (avec ses diverses procédures de validation) de celui de la "légitimité". Ainsi, autant on ne peut se placer sur le seul pôle de la légitimité ou de la narration, en évacuant les critères et les épreuves de validation – ce à quoi nous exposerait une forme d'hyperconstructivisme au terme duquel il n'y aurait que des « récits » a priori tous équivalents –, autant on ne peut pas non plus se cantonner au seul registre de la validation en évacuant tout questionnement sur les présupposés et les effets sociaux des démarches scientifiques; 2°) à l'inverse de ce que suggèrent Sokal et Bricmont (et de ce que cherche à mettre en pratique la psychologie scientifique), on ne peut postuler l'existence d'un système unique de validation avec ses épreuves types : celles-ci ne sont pas nécessairement identiques d'un champ disciplinaire à l'autre et encore moins transposables telles quelles, par exemple, des sciences de la nature aux sciences humaines;

3°) le problème, enfin, que pose la *position continuiste* adoptée à certains égards par Sokal et Bricmont³⁸ est bien de ne pas voir cette double difficulté. Cette posture considère que la démarche scientifique en sciences sociales s'appuie de manière prioritaire (et dans la mesure du possible) sur le modèle des sciences de la nature, ce qui permet par ailleurs d'en questionner radicalement la scientificité vu les difficultés à se conformer aux exigences empiriques de validation qui dominent dans les sciences "dures". A cette position, on peut en opposer une autre qui table au contraire sur la *dissociation radicale des démarches des sciences humaines et des sciences de la nature*, en raison de la "différenciation de notre expérience du monde entre monde objectif et monde subjectif". Il s'agit de soutenir ici que "nos investissements et nos modes de communication ne sont pas identiques selon que nous visons le monde objectif ou le monde social" et, notamment, que "nous n'utilisons pas les mêmes arguments pour chercher à invalider un énoncé portant sur le monde objectif (ce que les linguistes appellent un énoncé constatatif) et un énoncé portant sur le monde social (un énoncé régulateur, normatif ou évaluatif)" ³⁹. De même, il s'agit d'affirmer que si la posture objectiviste a sa pertinence (pour autant qu'elle ne soit pas aveugle) dans le champ des sciences de la nature, elle est beaucoup plus problématique dès lors qu'on cherche à la transposer dans le domaine social : "la visée des sciences humaines ne peut être seulement de rapporter des faits, de faire observer des régularités,... elle demeure aussi, et de manière inéliminable, de *reconstruire du sens* (nous soulignons) ». Et Genard de conclure : "parce que ce qu'elles visent se construit dans le milieu du langage, les sciences sociales sont par vocation aussi et toujours ultimement des sciences herméneutiques... ce que confirme de manière on ne peut plus évidente l'éventail des grands ouvrages de l'histoire de la sociologie dont aucun ne se réduit à la mise en évidence de régularités observables et quantifiables"⁴⁰.

La posture de la psychologie cognitivo-comportementaliste est manifestement continuiste, avec son souci de calquer sa démarche sur celle des sciences naturelles et ses critères objectivistes. L'ambition serait-elle de sortir la psychologie du champ des "sciences humaines", sous-disciplines condamnées à l'herméneutisme ? On comprend mieux en tous cas le souci obsessionnel de se dire "scientifique" et le dédain corrélatif pour la psychanalyse reléguée du côté des "pseudo-sciences" ou de la philosophie. De même surprennent moins le lien non problématisé entre la recherche sur le monde animal et sur l'humain et les inférences adaptatives possibles d'un monde à l'autre⁴¹ : dès lors qu'il s'agit dans les deux cas d'objets observables selon des protocoles semblables et que la question *du sens d'une souffrance* s'efface au profit de la seule recherche de stratégies efficaces ou efficientes

³⁸ Idem, p. 56.

³⁹ Idem, p. 57.

⁴⁰ Idem, p. 57.

⁴¹ J. Van Rillaer, *La gestion de soi, op. cit.*, pp. 99-102; p. 138; p. 183; p. 185.

“scientifiquement” fondées, pourquoi s’embarrasser de questions ? Enfin, faut-il s’étonner encore de l’impasse faite sur les enjeux normatifs, politiques et sociaux que croise pourtant nécessairement toute démarche en sciences humaines, dès lors que les questions de légitimité ne sont pas perçues comme constitutives de la démarche scientifique ? Pas plus que Sokal et Bricmont, la psychologie “scientifique” ne voit les apories de la démarche continuitiste. Pas plus qu’eux, elle ne perçoit cet avertissement de J. M. Ferry, lequel souligne qu’“en se pliant aux critères de scientificité des sciences de la nature, les sciences humaines élaborent leurs énoncés sur la société et la culture dans le sens d’un savoir exploitable, c’est-à-dire fondamentalement rétrotraductible dans des *technologies sociales*” (nous soulignons)⁴². Pas plus que nos deux procureurs, la psychologie scientifique ne réalise que, derrière un conflit de posture scientifique, les enjeux sont bel et bien politiques.

7. Derrière la "guerre des psy", une question fondamentalement politique

On tend à faire de l’offensive des TCC un épisode de la “guerre des psy”. C’est sans doute vrai, mais aussi profondément réducteur. On est certainement confronté à deux visions différentes de l’humain. D’un côté, un sujet pris dans le langage, renvoyé à sa liberté et à sa vérité, invité à questionner le sens de son histoire et à interroger sa part de responsabilité dans ce qui lui arrive. Un sujet marqué par le manque et le désir, une part d’incontrôlable qui le rend inapte à être totalement éduqué, contrôlé, normé. De l’autre, une vision de l’individu comme “mammifère social”, oscillant entre *self-management* et *self-control*, dominé par la quête du bien-être, de l’efficacité et de l’efficience, quitte à se maintenir dans l’illusion si la stratégie est payante⁴³. Un acteur rationnel, capable de calculs coûts-bénéfices, en mesure de combler ses manques, individu que l’on peut éduquer au bonheur grâce à des protocoles dont les normativités implicites ne sont pas interrogées. Là où la psychanalyse propose une vision de l’homme qui résiste à la planification autoritaire – on sait (et on comprend) qu’elle n’a jamais été aimée par les projets politiques totalitaires –, l’approche cognitivo-comportementaliste propose une vision beaucoup plus fonctionnelle et normative. A l’être de désordre revendiqué par la première répond le projet d’ordre et d’adaptation de l’autre. L’écart tient encore à ce que la psychanalyse, ancrée dans le dispositif des sciences humaines, propose une pensée spécifique sur l’humain et le social là où le cognitivo-comportementalisme répond stratégie et adaptation sans trop s’interroger sur les soubassements utilitaristes et la rationalité instrumentale qui portent sa démarche.

Si la référence à la démarche scientifique n’est pas la même dans les deux cas, la conception de l’être humain ne l’est manifestement pas non plus. On comprend dès lors, qu’au-delà d’une opposition de style, l’écart entre ces deux représentations ait des répercussions fondamentalement politiques. La politique, les auteurs du *Livre Noir* y font directement référence. Dans la présentation de leur ouvrage, ils éprouvent le besoin de se démarquer fortement de la droite, voire de l’extrême-droite américaine. Seroit-ce qu’ils pressentent les liens entre leur discours et un certain nombre de valeurs que, classiquement, on associe à la droite ? Le lien existe en tous cas avec les avancées du capitalisme contemporain et j’en propose deux illustrations :

1°) S’il est une valeur « de gauche » aujourd’hui, c’est bien la *question du sens*, voire du sens

⁴² J.M. Ferry, *Les puissances de l’expérience*, T.2. *Les ordres de la reconnaissance*, Paris, Cerf, 1991, p. 105.

⁴³ Les termes de “self-management” et de “selfcontrol” reviennent régulièrement dans “*La gestion de soi*”.

caché des phénomènes humains et sociaux. Revendiquée par la sociologie, intéressée elle aussi par le décryptage de la signification (cachée) et des fonctions (latentes ou refoulées) des faits sociaux, la question du sens est promue par la psychanalyse et délaissée par les cognitivo-comportementalistes qui lui préfèrent l'idéal stratégique d'efficacité ou d'efficience. En cela, le discours TCC est parfaitement en phase avec un projet, symbolisé jusqu'à la caricature par la droite néo-libérale américaine, qui disqualifie la question du sens ou de la légitimité de l'action au nom de la seule "efficacité stratégique" à court terme, voire à moyen terme. La gestion de la crise irakienne par l'équipe Bush, présentée au moment de la décision de l'intervention comme un "problème technique", est emblématique à cet égard : la quête instrumentale du Bien-(être) évacue complètement celle du juste (qui pose celle du sens et de la légitimité). De même, ce désintérêt pour le sens est congruent avec l'évolution de nos sociétés télé-médiatiques, marquées par l'avènement du "prêt à non penser" made in TF1. On connaît le message du patron de TF1 qui n'en fait pas mystère : ne pas faire réfléchir, mais éduquer, adapter et conformer les gens aux normes de la consommation. L'offensive touche également d'autres secteurs de la vie publique, tels que l'université ou la recherche en sciences sociales, confrontées elles aussi à une offensive technicienne délégitimant les savoirs analytiques et critiques au nom de leur improductivité sociale. Ces exemples ne sont pas choisis au hasard : derrière la disqualification du sens, c'est la question de la culture comme fondement du vivre ensemble qui est en jeu. Autrement dit, un enjeu politique majeur traverse bien le clivage entre psychanalystes et cognitivo-comportementalistes autour de la (dis)qualification de la pensée en tant que valeur, du primat de la culture comme fondement du lien social, de la promotion ou non d'un "sujet réflexif" et critique, dont le sociologue A. Giddens fait la caractéristique en devenir de la « deuxième modernité ».

2°) Le capitalisme néo-libéral contemporain impose désormais les figures du managérialisme dans l'ensemble des relations sociales⁴⁴, y compris dans les secteurs a priori non-marchands de l'enseignement, de la justice ou de la santé. Rationalité instrumentale et efficience des dispositifs, gestion et auto-contrôle, flexibilité et adaptabilité, rapidité et visibilité de résultats à court terme, évaluation automatisée et standardisée (plutôt que participative et dialogale), fascination pour le mesurage et sacralisation des chiffres (ultime rempart de l'objectivité), prédictibilité et planification font désormais partie du langage courant et des instruments de la vie publique. La montée de cette logique, dont la force tient aussi à sa capacité de recyclage des apports d'une pensée artiste⁴⁵, touche particulièrement la scène de la gestion de la déviance : elle y rejoint un courant "réaliste" qui tend, depuis quelques années, à renaturaliser la délinquance, à voir dans le déviant un acteur rationnel auteur de "calculs coûts-bénéfices" qui "choisit sa vie entre plaisir et crime" et à proposer des stratégies indexées au triptyque "prédire, prévenir, réprimer"⁴⁶. Présents dans le champ de la déviance, le discours managérial et ses avatars ne s'y cantonnent cependant pas⁴⁷. Ceci explique sans doute ma sensibilité particulière au langage et aux présupposés cognitivo-comportementalistes. Largement identiques, ces derniers déclinent, sans peut-être que leurs auteurs en soient conscients, un idéal d'intervention très fonctionnel pour le projet managérial. Avec sa croyance aveugle dans les grilles et les procédures techniques du discours scientifique, son idéal d'efficacité à court terme, son souci de conformité aux normes et de revalidation fonctionnelle, son rêve de connaissance prédictive à l'égard d'individus réduits à leur fonction numérique, la « psychologie scientifique » dessine un cadre qui colle parfaitement aux standards

⁴⁴ Voyez L. Boltanski, E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

⁴⁵ Ibidem.

⁴⁶ M. Cusson, *La délinquance, Une vie choisie*, Montréal, Les cahiers du Québec, 2005.

⁴⁷ Voyez sur ce thème M. Nachi, Th. Périlleux (dir.), "Du contrôle à la responsabilisation. Approches de l'entreprise et du système pénal", *Recherches Sociologiques*, 2002, n°1 (numéro special).

orthopédiques du management contemporain. A cet égard, par contre, la psychanalyse ferait plutôt de la résistance. Sa logique du "cas par cas" et sa conception du sujet de l'inconscient s'opposent assez radicalement au bureaucratisme managérial et à ses rêves de formatage techniciens. Les débats récents ou actuels, tant en France qu'en Belgique, sur la question de l'évaluation en Santé mentale en témoignent clairement. La psychanalyse est en outre, depuis Freud, porteuse d'une démarche fondamentalement politique en tant qu'elle interroge les mutations du lien social et leurs répercussions sur le *malaise dans la civilisation*. Cherchant plus qu'auparavant ces dernières années à interroger les liens entre pathologies sociales et souffrances individuelles, la psychanalyse pose la question des rapports entre clinique et politique. C'est une scène politique où les représentants TCC me paraissent singulièrement moins présents.

Conclusions

Si l'offensive menée contre la psychanalyse m'amène à ces réflexions, c'est en fin de compte au nom d'une triple préoccupation. Tout d'abord, la conviction que la spécificité propre de l'humain est d'être *un être de sens et de langage* et que la souffrance psychique fait appel à cette dimension. Comme le souligne P. Ricoeur, la douleur n'est pas la souffrance et si la première peut se satisfaire d'une approche technique et médicale, la seconde renvoie "à des affects ouverts sur la réflexivité, le langage, le rapport à soi, à autrui, au sens"⁴⁸. Plutôt qu'un "trouble objectif", la souffrance doit pouvoir continuer à se lire comme expérience, dans le fil d'une conception diachronique de l'individu parlant. A cet égard, la psychanalyse, avec la sémantique culturelle qui est la sienne, a incontestablement un rôle à jouer dans la cité, même si elle est condamnée à vivre avec son temps. J'entends par là que, si elle veut vivre, la psychanalyse n'a sans doute pas intérêt à s'enfermer dans une historiographie héroïsante et dogmatique à l'égard des pères fondateurs, tout comme elle ne doit aucunement hésiter à s'ouvrir sur d'autres savoirs susceptibles de la bousculer et donc de la faire avancer dans des sociétés qui changent.

L'importance, ensuite, de maintenir un *pluralisme des savoirs et des pratiques dans le champ de la Santé mentale*. Or, l'offensive des TCC s'inscrit clairement dans un souci de disqualification qui vise l'élimination. Le titre du *Nouvel Observateur* (qui renvoie au *Livre Noir*) est à cet égard indicatif : "Faut-il en finir avec psychanalyse?" L'offensive prend par ailleurs forme dans un contexte plus général marqué, en Santé Mentale comme dans d'autres secteurs de la vie sociale, par un idéal technocratique d'uniformisation et de quantification, de standardisation et d'automatisme, qui se nourrit à nouveau des illusions de la neutralité et de l'objectivité au risque d'une perte sèche dans le travail clinique. Comme le soulignent à propos du DSM les auteurs d'une recherche récente, l'illusion contemporaine est "celle de *l'esperanto* : la constitution d'une langue artificielle qui éviterait, à travers un langage purement instrumental de description de la réalité, les choix culturels et les sédimentations historiques des langues particulières... La réactivation incongrue (de cette illusion) risque aujourd'hui d'entraîner une dislocation de la culture clinique du champ de la santé mentale européenne"⁴⁹. Contre ce réductionnisme instrumental, il faut se battre et le débat sur la place de la psychanalyse n'est jamais que la pointe émergente de l'*Iceberg*. Ce qui se profile en filigrane derrière une telle perspective néo-positiviste, c'est en effet, dans le champ des relations sociales en général, l'hégémonie d'un langage scientifique qui aurait la prétention d'éliminer les autres référents individuels, culturels et politiques susceptibles d'offrir un

⁴⁸ P. Ricoeur, La souffrance n'est pas la douleur", *Autrement*, 1994, n°142, pp. 58-69.

⁴⁹ J. De Munck, J.L. Genard et alii, *op. cit.*, p. 154.

espace de reconnaissance au “monde vécu” d’un sujet singulier. Derrière le discours de la science se dessine l’empire des “technologies sociales” pour reprendre l’expression de J.M. Ferry. Le positivisme scientifique, il ne faut pas s’y tromper, est une politique. Cet enjeu-là touche la Santé mentale mais va évidemment bien au-delà.

Enfin, la conviction qu’il n’est plus possible de se réfugier derrière la science et son idéal d’observation et de traitement objectivés pour faire *l’impasse sur les dimensions politique et sociale de la démarche clinique*. On ne peut plus aujourd’hui - pour peu qu’on ait pu le faire hier - scinder les scènes de la souffrance psychique et du lien social, avec les transformations qui les affectent. Dans nombre de cas, notamment lorsque les pathologies sont lourdes, souffrance psychique et errance sociale sont trop étroitement imbriquées pour éliminer un lien qui renvoie aux thématiques évolutives de la normalité et de la déviance, de l’exclusion et de la (re)montée des inégalités. Sur ce plan également, la question du *sens de la souffrance* est centrale et me semble indépassable dans une démarche clinique : parce qu’elle renvoie à la question de la vérité, qui peut être catalyseur de soin et de changement pour un sujet; mais aussi parce que la clinique, de par sa démarche spécifique avec des sujets en souffrance, a un rôle de révélateur et de traducteur à jouer à destination du “reste du monde”, en encourageant un travail réflexif et critique sur les conditions sociales de production de la violence et de ses effets.

Yves Cartuyvels
Doyen de la Faculté de droit
Facultés universitaires Saint-Louis
43 Bvd. du Jardin Botanique
Bruxelles
Email: cartuyvels@fusl.ac.be